



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

*Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial*

**ARRÊTÉ n°2026/ICPE/010 portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société SGT à Rezé**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu la décision d'exécution du 6 décembre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2024 ;

Vu l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2024 qui dispose que « les concentrations de polluants rejetés dans l'atmosphère au point de rejet 2 [...] visé à l'article 3.2.2 doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

- Carbone organique volatil total (COVT) : 20 mgC/Nm³
- benzène : 1 mg/Nm³
- Somme Formaldéhyde, acétaldéhyde, benzène, 1,3 butadiène : 5 mg/Nm³
- [...] »

Vu le rapport de mesures des rejets atmosphériques référencé n°E63778162501R001 en date du 23/06/2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 12 décembre 2025 transmis à l'exploitant par courrier du 12 décembre 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;

Considérant que le rapport de mesures des rejets atmosphériques sus-visés met en évidence le non-respect des valeurs limites d'émission pour le rejet n°2 (ligne « LSP ») des paramètres suivants :

- COVT : 4289 mgC/Nm³ (VLE=20mgC/Nm³)
- benzène : 13,2 mg/Nm³ (VLE : 1mg/Nm³)

- somme Formaldéhyde, acétaldéhyde, benzène, 1,3 butadiène : 34,5 mg/Nm³ (VLE : 5mg/Nm³)

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2024 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SGT de respecter les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2024, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

Article 1 – La société SGT, exploitant des installations de fabrication de préformes de bouteilles et d'une unité de régénération de PolyÉthylène Téréphtalate (PET), sise 3 rue de l'Île Macé à Rezé (44400), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2024, dans un délai de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours gracieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 – Le présent arrêté sera notifié à la société SGT par lettre recommandée avec accusé de réception, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie sera adressée à la maire de la commune de Rezé.

Article 6 – La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, la Maire de la commune de Rezé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 14 JAN. 2026

LE PRÉFET,
Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale


DOMINIQUE YANI